

Les députés brésiliens adoptent la réforme des retraites

Le futur système, crucial pour les finances publiques du pays, doit permettre d'économiser 168 milliards d'euros sur dix ans

SAO PAULO - correspondante

Après huit heures de débats, de coups de théâtre et de coups de sang parlementaires, Jair Bolsonaro a laissé éclater sa joie. « Grand jour ! », a écrit sur Twitter le président brésilien dans la soirée du mercredi 10 juillet. « Le Brésil se rapproche chaque jour du chemin de l'emploi et de la prospérité », a-t-il ajouté.

Après sept mois passés à la tête du géant d'Amérique latine, le chef de l'Etat pense enfin revendiquer une victoire relativement consensuelle. Les députés ont voté, avec une large majorité (379 voix contre 131), le texte de base de la réforme des retraites. Une étape décisive pour cette réforme jugée cruciale pour les finances du Brésil, approuvée par 47 % des Brésiliens, selon un sondage Datafolha.

Après le vote d'amendements, jeudi 11 juillet, le texte doit passer une nouvelle fois devant les députés, avant un passage au Sénat et un vote définitif attendu courant septembre. Mais déjà le président, ainsi que son ministre de l'économie, Paulo Guedes, jubilent. A tort ?

« Il n'y a pas vraiment de quoi se réjouir. La réforme est positive mais elle n'est pas excellente. Elle maintient beaucoup de privilèges et n'est qu'un emplâtre sur un système en faillite », commente Alberto Ramos, directeur de la recherche économique pour l'Amérique latine chez Goldman Sachs. « D'ici cinq ou dix ans, une nouvelle réforme sera nécessaire », insiste-t-il.

Le futur système des retraites doit soulager un pays dont la dette publique dépasse désormais 90 % du produit intérieur brut (PIB), selon les calculs du Fonds monétaire international (FMI). Dans le détail, le texte impose un âge minimal de départ à la retraite, de

« Il n'y a pas de quoi se réjouir. La réforme (...) n'est qu'un emplâtre sur un système en faillite »

ALBERTO RAMOS
économiste chez
Goldman Sachs

65 ans pour les hommes et 62 ans pour les femmes, allié à des temps de contribution variant selon les professions. Présenté comme un préalable indispensable à toute relance de l'économie et un outil ad hoc pour en finir avec des privilèges exorbitants accordés, notamment, aux hauts cadres de la fonction publique, le projet est parvenu à fédérer des députés de l'extrême droite du Parti social-libéral (PSL) de Jair Bolsonaro jusqu'à la gauche.

« Le vrai clivage, dans cette réforme, comme dans les autres (...), n'est pas entre la gauche et la droite, mais entre ceux qui défendent, ou pas, des intérêts corporatistes », écrit l'éditorialiste Miriam Leitao, dans le quotidien *O Globo*.

Seulement voilà, parmi ces « corporatistes » se trouve Jair Bolsonaro. Officiellement candidat à sa réélection en 2022, le militaire pense davantage à sa réélection qu'aux prochaines générations. Après avoir été qualifié de « traître » par les forces de l'ordre, il a milité pour accorder un régime préférentiel aux policiers. Cette prérogative s'ajoute au régime spécial octroyé aux militaires ainsi qu'aux professeurs, aux travailleurs ruraux et aux fonctionnaires des Etats et des municipalités. Au total, l'économie ini-

tialement espérée de 1000 milliards de reais sur dix ans est désormais évaluée à 714 milliards (168 milliards d'euros) par l'Institut fiscal indépendant (IFI) du Sénat, sans compter les amendements tout juste votés, à même d'affaiblir le projet.

« La police n'est pas incluse dans la réforme, ni les militaires, ni une partie des fonctionnaires. C'est ça, la justice ? 90 % des économies attendues reposent sur ceux qui gagnent entre 0 et trois fois le salaire minimum, c'est-à-dire 3 000 reais ! L'Etat ne fera pas les économies attendues, car les pauvres ne pourront pas contribuer suffisamment, et les riches opteront pour un système privé ! », s'emporte Eduardo Schettino, directeur des études techniques chez Sindireceita, le syndicat national des analystes du système de collecte des impôts brésiliens.

« Fabrique de crises »

« Il est encore temps de discuter honnêtement des moyens de lutter contre les privilèges et de réduire les inégalités », écrivent les économistes Thomas Piketty, Marc Morgan, Amory Gethin et Pedro Paulo Zahluth Bastos, dans une tribune au quotidien économique *Valor*, mercredi. Mais poursuivre la réforme des retraites dans les conditions actuelles ferait du Brésil un

« La police n'est pas incluse (...), ni les militaires ni une partie des fonctionnaires. C'est ça, la justice ? »

EDUARDO SCHETTINO
directeur des études
techniques chez Sindireceita

exemple mondial de destruction d'un système de retraites fondé sur la solidarité et d'accroissement des inégalités.

Au final, la réforme semble avoir été votée non pas grâce à Jair Bolsonaro, mais malgré lui. Le président de la chambre des députés, Rodrigo Maia, n'a pas manqué de le souligner, qualifiant le gouvernement de « fabrique de crises ». Figure du « centrao », représentant une multitude de petits partis, incarnation d'une droite républicaine, l'audacieux parlementaire est allé jusqu'à défier le chef de l'Etat lors du vote de mercredi. A un Jair Bolsonaro qui avait pensé gouverner par décrets, faisant fi du Parlement, et qui assurait que les problèmes du Brésil venaient de la politique, il a répondu : « Les solutions passent par la politique. » Ajoutant : « Il n'y a pas d'investissement sans démocratie forte. (...) On n'investit pas dans un pays qui attaque ses institutions. »

« Jair Bolsonaro fait partie du camp des vainqueurs de ce vote mais le principal bénéficiaire est en réalité Rodrigo Maia », conclut Ruy Braga, professeur de sociologie à l'Université de Sao Paulo. Entré sur le devant de la scène, le président de la chambre basse, qui aurait désormais des ambitions présidentielles, parle déjà des prochaines réformes à mener, tandis que Jair Bolsonaro semble se désintéresser de l'économie et de l'emploi. « Maia a maintenant clairement fait entendre que ce serait lui qui mènerait l'agenda du gouvernement », observe Joao Vilaverde, chercheur en politiques publiques à la fondation Getulio Vargas à Sao Paulo. De quoi confirmer les craintes de Jair Bolsonaro, qui, il y a quelques semaines, se plaignait d'un Parlement qui tentait de le transformer en « Reine d'Angleterre ». ■

CLAIRE GATINOIS

Axel Springer alléché par les milliards de KKR

Le groupe de presse allemand a besoin de liquidités pour continuer à investir dans le numérique

BERLIN - correspondance

Un mois après le lancement par les fonds d'investissement KKR d'une offre publique d'achat sur Axel Springer, les dirigeants du groupe de médias allemand ont appelé, jeudi 11 juillet, leurs actionnaires minoritaires à céder leurs titres au fonds américain. « Après une analyse minutieuse et approfondie, le directoire et le conseil de surveillance recommandent aux actionnaires d'accepter cette offre, qui leur permet de réaliser une plus-value très attrayante », a déclaré Ralph Büchi, président du conseil de surveillance d'Axel Springer.

Cette prise de position de la direction du géant des médias ne surprend guère, tant KKR avait suscité l'euphorie en affichant, en juin, son intention de devenir actionnaire stratégique d'Axel Springer. Le fonds avait déposé une offre à 63 euros par action, soit 40 % de plus que le cours de référence du 29 mai, afin d'entrer au capital du groupe de médias, propriétaire du tabloïd *Bild* – le journal le plus lu d'Europe.

Cet investissement valorise le groupe à 6,8 milliards d'euros. Mais les raisons de l'enthousiasme des dirigeants d'Axel Springer sont ailleurs. Car si le fonds américain atteint son objectif de racheter au moins 20 % des actions, alors leur entreprise cessera d'être cotée en Bourse. Les liquidités apportées par KKR, qui entrerait au capital pour cinq ans au minimum, permettraient au groupe de presse de poursuivre sa coûteuse stratégie d'expansion numérique, sans subir les caprices du marché.

Sous la houlette de Mathias Döpfner, devenu président d'Axel Springer en 2002, la société de presse fondée en 1946 s'est métamorphosée en groupe de médias axé sur le numérique. En même temps qu'il revendait l'essentiel de sa presse régionale outre-Rhin, le

groupe rachetait la société Aufeminin.com, le site Business Insider, ainsi que le portail d'emploi Stepstone ou le site Seloger.com.

Ce basculement vers la Toile s'est avéré judicieux. Les activités numériques représentent 74 % du chiffre d'affaires et 87 % des bénéfices d'Axel Springer, soulignait M. Döpfner en mai. « Nos plans de croissance demanderont (...) des investissements importants en ressources humaines, en produits et en technologie, indiquait le patron du groupe de presse. KKR est un partenaire focalisé sur le long terme qui respecte et soutient notre engagement dans un journalisme indépendant. »

Quelques inquiétudes

Mais l'OPA du fonds américain suscite aussi des inquiétudes. Dans l'offre officielle déposée vendredi 5 juillet par KKR (un pavé de 221 pages), un paragraphe a semé le trouble. Selon le document, dans l'éventualité très probable d'une réorganisation d'Axel Springer, le groupe conservera le quotidien *Die Welt* « sous réserve d'une évolution appropriée des résultats annuels ». Il n'en fallait pas plus pour que certains y voient une volonté de vendre le journal, qui a vu son tirage divisé par deux en dix ans. M. Döpfner a été contraint de réaffirmer son attachement à *Die Welt*. « Axel Springer est une maison façonnée par le journalisme, et le restera », a écrit le patron à ses employés.

Les actionnaires minoritaires d'Axel Springer ont jusqu'au 2 août pour accepter l'offre alléchante de KKR. Le fonds a de bonnes chances de dépasser son objectif d'une participation d'au moins 20 %. Friede Springer, la veuve du fondateur du groupe et propriétaire de 42,6 % du capital, devrait toutefois rester la principale actionnaire, et conservera son droit de veto sur les décisions stratégiques. ■

JEAN-MICHEL HAUTEVILLE

A Hongkong, « l'humeur n'est pas au shopping »

A la suite des manifestations, le cabinet PwC prévoit une baisse de 5 % des ventes au détail en 2019

HONGKONG - correspondance

Alors que Hongkong s'installe dans une grave crise politique, qui a provoqué, en quelques semaines seulement, une série de manifestations pacifiques gigantesques ainsi que plusieurs épisodes violents, l'économie la plus libre du monde résiste pour le moment, non sans s'inquiéter pour l'avenir.

« Les premiers à sentir une baisse de la consommation des ménages sont toujours les commerces de détail. Dans les grands magasins comme Sogo, la clientèle est à plus de 50 % composée de "mainlanders" [comme on à Hongkong les Chinois du continent]. Il suffit de se promener à l'étage des cosmétiques pour constater que ce n'est pas aussi fébrile que d'habitude », affirme Aude Bousser, codirectrice de LBB Asia, société qui lance, en « Grande Chine », des nouvelles marques françaises de luxe abordable. Tous les employés de son entreprise ont pris des jours de congés pour participer aux marches. « Aujourd'hui, l'humeur des Hongkongais n'est pas au shopping », constate-t-elle.

Selon le cabinet de conseil PwC, la conjonction de l'incertitude et une baisse du nombre de touristes chinois devrait faire baisser les ventes de détail de 5 % sur l'ensemble de l'année 2019, pour atteindre

460 milliards de dollars hongkongais (52 milliards d'euros). En mai, avant les premières grandes marches de protestation, qui eurent lieu les 9 et 16 juin, le nombre d'arrivées de visiteurs avait pourtant augmenté de 20 %, à près de 6 millions de visiteurs dont 4,72 millions de touristes chinois.

Imprévisible

Selon le directeur de l'Association du tourisme de Hongkong, Timothy Chui, cette augmentation serait imputable aux jours fériés du mois de mai et aux deux nouveaux liens directs ouverts récemment : l'immense pont qui relie Hongkong à Zhuhai, et la nouvelle gare de trains rapides connectés au réseau ferroviaire chinois. « Nous n'avons pas encore perçu d'effets sensibles. Les deux journées et demie de fermeture dans le centre commercial de Pacific Place [qui s'est retrouvé en plein cœur de la zone de confrontations violentes le 12 juin] ne se sont pas senties dans les chiffres mensuels », indique pour sa part Clément Brunet-Moret, directeur général Asie de Rimowa, la marque de bagages de luxe du groupe LVMH.

« L'annonce de la suspension du projet de loi par le gouvernement [le 15 juin] a fortement soulagé les milieux d'affaires », observe Tara Joseph, directrice générale de la Chambre de commerce améri-

caine. Mais le sujet reste très discuté car personne ne voit, pour le moment, la fin de cette crise.

Le caractère changeant et imprévisible des manifestations est un facteur aggravant. Traditionnellement les manifestations ont lieu sur l'île de Hongkong entre trois quartiers clés pour le commerce : Causeway Bay, Admiralty et Central. Dimanche 7 juillet, pour la première fois, une manifestation a délibérément eu lieu sur la rive continentale de Hongkong et a visé les abords de la nouvelle gare de trains rapides qui arrivent de Chine ainsi que le quartier de Tsim Sha Tsui (TST), où les touristes chinois font leurs achats de luxe.

Le député du secteur du tourisme, Yiu Si-wing, a indiqué que l'hôtellerie avait subi une baisse de 5 % à 10 %, notamment dans les quartiers les plus affectés par les manifestations. Le nouvel hôtel 5 étoiles « ultra-luxeux » Rosewood, qui a ouvert ses portes à TST en visant les touristes chinois les plus riches, est loin d'être plein.

Mais avant même cette crise politique, la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis contribuait déjà à la morosité ambiante. En février, alors que le projet de loi controversé n'était pas encore discuté, les ventes de détail avaient déjà chuté de 10 %.

Reste que la Chine dispose d'une

arme imparable pour influencer la consommation hongkongaise : les visas. Car même si Hongkong fait partie de la Chine, il existe des frontières réelles, physiques, administratives et légales entre les deux « systèmes ».

« Le gouvernement central n'a qu'à imposer aux autorités régionales de dispenser moins de visas ou aux tour-opérateurs de réduire leur activité, et cela se traduira par une baisse immédiate de la consommation. La Chine peut étrangler l'économie de Hongkong à tout moment, il lui suffit de fermer le robinet de cash que représentent les touristes », indique un observateur qui a requis l'anonymat. En 2014, le « mouvement des parapluies », qui pendant soixante-dix-neuf jours avait bloqué quelques grandes artères de la ville, avait fortement affecté les résultats de la fin de l'année et de 2015. « Il avait fallu deux ans pour s'en remettre », affirme Aude Bousser.

Les développeurs immobiliers, qui gèrent les emplacements dans les centres commerciaux les plus chers, sont particulièrement inquiets de l'instabilité actuelle. Mais, pour le moment, la Chine n'a aucun intérêt à aggraver la crise en faisant souffrir les milieux d'affaires qui sont traditionnellement les principaux soutiens du gouvernement. ■

FLORENCE DE CHANGY

Le Monde
HORS-SÉRIE
GÉOPOLITIQUE
DES ÎLES EN
40 CARTES

**GÉOPOLITIQUE
DES ÎLES EN 40 CARTES**

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 8,50 €
Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique